

La droite de gouvernement au feu des primaires

Posté le : 15 octobre 2016 18:14 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Economie et politique

On peut discuter de l'intérêt d'avoir mis en place des "primaires" pour sélectionner le candidat d'une coalition. Après tout le rôle d'un parti est de dégager les grandes lignes d'un programme d'action et de choisir le meilleur candidat pour le faire gagner. Le fait qu'il faille recourir à une présélection publique pour déterminer à la fois le candidat et la ligne politique témoigne d'une désagrégation idéologique profonde et de la prégnance de la compétition des personnes sur toute autre préoccupation. Si celui qui tient l'appareil d'un parti prétend à tout sans autre considération que d'éliminer des concurrents potentiels et y parvient, il se moque en général de comprendre les mouvements de fond de son électorat et ne se préoccupe plus guère que du scénario de conquête présidentielle qui s'étiole très vite en plan de com'.

Le parti devient alors un fan's club, avec groupie. La réflexion cesse.

Au début des années quatre-vingt-dix, l'effondrement du socialisme comme doctrine, avec la chute de l'URSS avait laissé le PS en panne d'idéologie, ses échecs l'ayant de plus laissé en panne d'électeurs. Il a fallu l'énorme erreur des élections anticipées pour faire venir au pouvoir une coalition hétéroclite, appelée par antiphrase "dream team" d'une "majorité plurielle" qui n'avait aucun réel programme. Jospin profitera d'une très bonne conjoncture internationale et aurait pu engager quelques ruptures utiles. Il se contentera d'asphyxier l'économie avec les trente-cinq heures et les relations sociales par des lois étouffantes et porteuses de comportements inadmissibles. Quand le renversement conjoncturel se produira, il sera éliminé du second tour des élections. Il est à noter que le premier secrétaire du PS pendant toute cette période n'a tenté aucun aggiornamento idéologique. F. Hollande n'avait aucun programme sérieux ni d'ailleurs aucun sérieux. Sa présidence démagogique du PS a été une catastrophe sur tous les plans, comme il pouvait être anticipé. Les tensions de ligne et de personnes sont devenues terrifiantes. Revoici donc les primaires également dans une "gauche" éparpillée façon puzzle, sans aucun programme économique unitaire perceptible.

La droite a connu le même mouvement avec Nicolas Sarkozy. Favorisé par l'absence d'un adversaire crédible, il a gagné facilement en 2007. Le plan qu'il a mis en place était purement électoraliste et ne visait qu'à sa réélection. Il fallait cocher des cases pour satisfaire toutes les clientèles tout en grillant l'opposition par une triangulation de petit malin. La crise, non anticipée malgré les avertissements, balaiera tous ces petits calculs. Il sera battu. Il fera semblant de sortir de la politique. Après avoir bloqué l'appareil de l'UMP, avec la complicité de F. Copé, pour empêcher tout renouvellement des hommes et des idées, il en a repris la présidence en pensant pouvoir recommencer le coup précédent. Et cela ne marche pas, parce que les tensions internes dans un parti sclérosé par sa transformation en claqué personnelle sont top vives. Les tensions de lignes politiques et de personnes sont devenues tout aussi terrifiantes. Voici donc les primaires.

Dans les deux cas, la crainte de ne pas être au second tour interdit pratiquement les candidatures de division au premier. Le FN, qui conteste une gestion qu'il juge identiquement catastrophique de la part de la droite comme de la gauche, est en embuscade.

Le mécanisme des primaires est-il réellement bénéfique ?

Le premier débat public télévisé des primaires " de la droite et du centre" donne une première réponse.

Bien sûr, ce n'était qu'un moment de présentation. "Voilà qui nous sommes".

Alain Juppé le favori des médias a paru vieilli et incertain. Légèrement voûté, la voix voilée, visiblement épuisé sur la fin, il s'est voulu le promoteur d'une politique consensuelle. Les médias qui le soutiennent outrancieusement, comme BFM-TV et I-tele, RTL et Europe 1, le Point et l'Express, le Figaro et Ouest France, l'ont vu aussitôt gagner le débat. Il est à craindre que lorsqu'on passera aux choses sérieuses, probablement dès le prochain débat et surtout dans la course à l'élection elle-même, sa forme hésitante deviendra un réel problème. D'autant que sa ligne consensuelle l'empêche d'avoir des idées fortes sur les grandes questions nationales et internationales.

Nicolas Sarkozy a paru terriblement crispé et plus soucieux de jeter en pâture les "éléments de langage" pondus par ses communicants que d'élever le débat. On lui a dit : les Français pensent deux choses : "on ne veut plus des musulmans" et "marre des impôts". Alors il baisse tous les impôts et il arrête les personnes dotées d'un fichier "s" quitte à s'excuser si le soupçon était injustifié. Le petit peuple qui se lève tôt retrouvera les heures supplémentaires défiscalisées et sans charges, d'autant plus sympathiques que c'est l'entreprises qui décidera du seuil des heures supplémentaires. D'ici à ce que les heures supplémentaires commencent après une heure de travail ! C'est du simple et du brutal. Et ne forme en aucun cas un axe de gouvernement et encore moins une vision d'avenir.

Bruno Lemaire s'est plutôt décrédibilisé par une absence de programme centré et fort, une attitude méprisante et quelques imprécisions gênantes. Le renouveau par le changement des personnes, c'est un peu court.

Nathalie Kosciusko-Morizet a été égale à elle-même : rien à dire et un grand art de mal le dire. Elle a été incompréhensible. Le choix du rouge de la robe semble avoir été sa préoccupation exclusive.

J. F. Copé était hilare d'être là et de pouvoir tirer à boulet rouge. Cela ne fait pas un candidat réel.

Restait François Fillon : un programme économique construit et longuement médité dont tous les rouages s'emboîtent parfaitement ; un calme souverain ; une élocution claire ; une vision hors de l'économie plutôt claire, aussi bien en matière de terrorisme, que de sécurité et d'école. Mais un handicap d'image pour avoir voulu contester trop tôt le président battu et n'avoir pas réussi à triompher d'un simple Copé. On aime bien les traîtres en France pourvu qu'ils deviennent des chefs de bande dominants. François Fillon n'est certainement pas un chef de bande capable de tout pour être élu, à l'instar de Jacques Chirac, qui n'a pas hésité une seconde à faire élire F. Mitterrand pour assouvir à terme son ambition.

Au total le mécanisme de la primaire aura permis un énorme travail de construction de programmes, comme l'UMP n'en avait pas connu depuis longtemps. Des lignes de fracture sont clairement apparues. Ce qu'on voit moins, c'est comment le travail d'arbitrage entre les programmes et de réduction des fractures va pouvoir se faire.

Sur le plan économique, l'ajustement d'un programme unitaire peut se faire autour du programme Fillon, le plus construit, le plus cohérent et probablement le plus efficace.

Sur le plan sécuritaire, l'état de droit est obligatoire et les élucubrations sur les attitudes belliqueuses en dehors de ce cadre sont déplacées et ne visent qu'à un effet de com'.

Tout cela aurait dû se faire au sein du parti. La publicité du débat n'apporte pas grand-chose. Cela aurait été différent, si, comme dans certaines émissions de télé réalité, on éliminait au fur et à mesure les candidats marginaux. Un débat à quatre entre le dénommé Poisson, qui mérite une chance d'expliquer ce pourquoi il combat (ce que personne n'a compris), et les trois candidats

principaux, Fillon, Juppé, Sarkozy, aurait été plus utile qu'un nouveau débat à neuf. Il aurait eu pour but de réduire le débat suivant à deux.

Quand on va au fond des choses, le grand débat de la droite est l'affrontement entre la ligne Juppé et la ligne Fillon.

Juppé en tant que haut fonctionnaire ayant abusé de tous les privilèges de son état, est très mal placé pour mener une politique de restriction du champ de l'action publique, de réduction massive des dépenses publiques, de réformes des retraites, et de productivité. L'entrée dans le monde économique nouveau qu'annoncent les différentes ruptures technologiques est incompatible avec les fatigues de son âge qui sont apparues très nettement lors du premier débat. Son attitude vis-à-vis de l'islam radical est incertaine. Son européisme est inconditionnel. Sa vision des rapports de force dans le monde, inconnue.

La faveur des sondages tient essentiellement à l'idée qu'il est capable de bloquer Nicolas Sarkozy et que face à Marine Le Pen, sa candidature peut rassembler tout le monde, y compris les socialistes. Il a donné des gages en expliquant qu'il ne ferait pas comme Chirac après la divine surprise d'une élection de maréchal soviétique : il gouvernerait pour la gauche aussi. Pour beaucoup de Français, c'est celui qui empêchera et Sarkozy et Hollande et Le Pen. Il n'a donc pas besoin d'un programme affûté. Il lui suffit de multiplier les symboles et d'éviter les erreurs.

L'ennui, c'est qu'on ne voit pas trop ce que sera l'action du ou des gouvernements qu'il nommera. On gommara quelques excès fiscaux. Mais il n'y a aucun moteur de redressement véritable de la France. En s'étant mis sous la dépendance du politiquement correct centriste et socialiste, il en sera prisonnier.

La ligne Fillon est bien plus claire aussi bien en matière économique qu'en matière sécuritaire.

La grande question économique est de savoir si son plan économique est réellement efficace et si son plan politique permettra de gagner et le premier tour et le second tour des présidentielles.

Nous sommes convaincus de l'efficacité de la TVA dite sociale dont nous promovons la nécessité publiquement depuis presque 20 ans. La TVA est un impôt payé par l'entreprise qui touche l'ensemble de la valeur ajoutée. Les charges patronales sont un impôt payé par l'entreprise qui ne touche que la partie salariale de la valeur ajoutée (entre 35 et 65 % selon les secteurs). Il n'y a aucune différence de nature. La seule différence est que les produits importés n'ont pas connu les charges patronales françaises et ont donc un avantage comparatif indu. Le seul moyen d'éviter cela est de reporter sur la TVA l'ensemble des deux impositions. Pourquoi ne le fait-on pas ? Parce que le taux de TVA est extrêmement haut en France et que la fusion des deux prélèvements aboutirait à des taux tellement élevés qu'ils ne seraient pas acceptés. En cachant aux yeux des consommateurs le prélèvement sur les entreprises, l'Etat sait ce qu'il fait. Le basculement suppose donc simultanément une baisse simultanée assez drastique de la dépense sociale, notamment pour la maladie, le chômage et la retraite. Associé à une hausse du temps de travail (dans le public notamment mais aussi dans le privé) sans hausse correspondante de salaire, le trépied revient à une dévaluation qui peut être conséquente, en fonction des paramètres choisis et à la restauration de la compétitivité française. Si on ajoute un ajustement de l'impôt sur le capital (suppression pure et simple de l'ISF et forfaitisation des prélèvements sur les intérêts), l'investissement redevient possible. Le plan Fillon peut marcher. Et il est le seul dans ce cas.

Ce qu'il manque au plan Fillon, c'est la dimension extérieure. Il faut absolument réformer le système monétaire international et la gestion de la zone euro, sans destruction. Cette diplomatie de prospérité n'est pas dans son programme, malgré tous nos efforts pour qu'il rajoute cette dimension dans sa démarche. Imaginons un système monétaire international basé sur les changes fixes mais ajustables sans possibilité d'excédents ou déficits majeurs, et un mécanisme automatique de

sanction des grands déficits et des grands excédents au sein de la zone Euro. La réforme de la zone euro prendra son sens. La réforme française sera incroyablement facilitée. Le monde s'en trouvera mieux et pourra envisager de liquider en 20 ans l'endettement diabolique qui l'empoisonne.

On rêverait d'un second tour des primaires entre Juppé et Fillon, avec son programme ajusté. Il n'est pas du tout sûr que Juppé gagnerait. Le duel permettrait un vrai choix :

- La continuation des demi-mesures avec une chance de victoire de Mme Le Pen face à l'UMPS.
- Un vrai plan de redressement évitant les aléas d'une sortie inconsidérée de la zone euro et une démagogie socialiste revue et corrigée nationale.

Malheureusement, ce n'est pas l'hypothèse la plus probable, même si, d'un point de vue économique c'est la plus souhaitable.